
[Le Sommet mondial pour le développement durable et les forêts](#)

Déclaration du Mouvement mondial pour les forêts tropicales au SMDD.

Dix ans après le Sommet de la Terre, les gouvernements se réuniront encore, à Johannesburg cette fois, dans le but déclaré de trouver et de mettre en oeuvre des solutions aux problèmes croissants qui touchent la planète et ses populations, au plan social et environnemental.

Contrairement à ce qui se passait il y a dix ans, les militants actifs pour la défense des forêts se font aujourd'hui peu d'illusions sur les résultats du Sommet. La raison de ce sentiment généralisé est simple: au cours des dernières années, autant la situation sociale que l'état de l'environnement ont empiré, du fait du manque de volonté politique des gouvernements - ceux du Nord comme ceux du Sud - pour résoudre le problème. Ils ont même oeuvré - de leur gré, ou involontairement - en contact étroit avec des institutions multilatérales, en faveur de l'ouverture des ressources naturelles du monde à l'exploitation et au contrôle des grandes entreprises.

Ceci est particulièrement vrai dans la région des forêts tropicales, où les gouvernements ont accordé de faciliter les investissements des sociétés transnationales - et même prié pour qu'ils se concrétisent - afin d'assurer le paiement de la dette extérieure. Le résultat a été la génération de pauvreté et la destruction de l'environnement.

Les travaux d'infrastructure tels que la construction de routes, de barrages hydroélectriques, d'oléoducs et de gazoducs ont été des objectifs prioritaires de l'alliance entre les gouvernements et les entreprises; ils ont souvent été imposés, et simultanément financés, par des institutions multilatérales telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques régionales de l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie.

L'exploitation industrielle forestière et minière, l'extraction de pétrole et de gaz, l'agriculture commerciale à grande échelle, les plantations pour la production de bois, de pulpe et d'huile de palmier, la culture industrielle de crevettes, sont venues profiter des nouvelles installations, et charger à leur tour contre les forêts et les peuples qui les habitent.

Les gouvernements le savent. Les institutions multilatérales et bilatérales, et les entreprises elles-mêmes, le savent également. Les causes du déboisement des forêts tropicales sont bien connues de toutes les parties concernées. Malgré cela, non seulement on néglige de les affronter, mais on les multiplie de plus en plus.

Le monde est arrivé à un point où il n'est plus possible de continuer à croire aux déclarations et aux engagements des gouvernements, des institutions multilatérales ou des entreprises. Ce qu'il faut, ce sont des actions réelles prouvant que, finalement, on s'engage sur la voie correcte. Mais la réalité prouve exactement le contraire, et en voici quelques exemples:

- Le FMI continue d'appliquer les programmes d'ajustement structurel, qui ont été reconnus comme une cause sous-jacente de la déforestation.

-
- La nouvelle politique forestière de la Banque mondiale augmentera l'extraction de bois dans les tropiques.
 - L'Organisation mondiale du commerce impose ses normes, faisant fi des accords multilatéraux sur l'environnement, et accélérant ainsi la destruction des forêts.
 - Les investissements croissants des entreprises sur l'exploitation du bois, des mines, du pétrole et du gaz, conduisent au déboisement et à la dégradation généralisée de la forêt.
 - Le manque de volonté des gouvernements du Nord à trouver des solutions équitables à des problèmes tels que les termes d'échange injustes ou la dette extérieure, oblige les gouvernements du Sud à exploiter les ressources naturelles de manière non durable.
 - Une semblable négligence des gouvernements du Nord à affronter sérieusement le problème du changement climatique - qui aura par lui-même des répercussions considérables sur la biodiversité forestière - par la réduction des émissions de gaz de combustibles fossiles, les porte à promouvoir en échange la plantation d'arbres comme puits de carbone, ce qui favorise la substitution des forêts naturelles.
 - Les gouvernements du Sud n'ont pas la volonté de reconnaître formellement les droits territoriaux des peuples indigènes et d'autres peuples qui dépendent de la forêt. Or, cette reconnaissance pourrait être un premier pas pour freiner sa disparition.
 - Le même manque de volonté se manifeste chez les gouvernements du Sud lorsqu'il s'agit d'appliquer la réforme agraire dans des zones agricoles de manière à éviter l'émigration des paysans sans terres vers des zones boisées.

Ce qui est encore pire, c'est que tout semble indiquer que les entreprises se sont approprié le processus du SMDD, et qu'elles ont réussi à se placer du côté des solutions, alors qu'elles sont la source principale du problème. Au lieu d'être soumises au contrôle des gouvernements, tout semble indiquer qu'elles vont finir par être leurs partenaires dans le développement durable.

Quant à la perspective pour les forêts, il suffit de voir quelles sont les entreprises disposées à intégrer des "partenariats" pour savoir quelle sera la fin de l'histoire. Parmi les leaders dans le processus du SMDD figurent des entreprises telles que Rio Tinto (exploitation minière destructrice dans des zones boisées), Shell Company (extraction pétrolière destructrice dans des régions forestières), Aracruz Celulose ("désert vert" de monocultures d'arbres dans la forêt tropicale du Brésil, aux dépens des territoires des peuples autochtones), UPM-Kymmene (dévastation de forêts en Indonésie pour la production de pâte à papier).

Au vu de ce qui précède, le Mouvement mondial pour les forêts tropicales déclare que, pour que les gouvernements et les institutions internationales correspondantes soient crédibles dans leurs engagements sur la conservation des forêts, ils doivent apporter - au minimum - quelque évidence de leur volonté politique de changer l'orientation actuelle, en reconnaissant publiquement la nécessité des mesures suivantes:

- La reconnaissance des droits territoriaux des peuples autochtones et autres peuples de la forêt.
- Une réforme agraire.
- Le moratoire du paiement de la dette extérieure
- Un instrument légal international pour le contrôle des entreprises.
- Des relations équitables dans les échanges Nord-Sud.
- La réduction de la surconsommation du Nord.
- Une réforme en profondeur des institutions multilatérales (FMI, Banque mondiale, banques régionales) qui les mette au service des personnes et de l'environnement.
- Le moratoire de l'extraction pétrolière, de gaz et minière dans les zones de forêt tropicale.

L'adoption au sein du SMDD de quelques-uns des points énumérés permettrait de regarder l'avenir avec espoir, et serait certainement appuyée par les défenseurs actifs des forêts. Autrement, il sera clair que le système des Nations unies a accepté que le pouvoir des entreprises a la primauté sur le système démocratique.